

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [96] (2008)
Heft: 1520

Artikel: Inde : l'exception kéralaise
Autor: Hamlawi, Yasmina
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-284910>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Inde L'exception kéralaise

Tous les regards sont tournés vers l'India shining et sa croissance économique fulgurante. Pourtant, au sud de l'Inde, l'État du Kérala intrigue par son enracinement dans une politique sociale et égalitaire, malgré des difficultés économiques marquées.

Yasmina Hamlawi

En quittant le nord de l'Inde pour le sud, on s'arrête au Kérala avec surprise et délectation. Le temps paraît s'y être suspendu et une certaine douceur de vivre règne. Royaume des épices et grenier à riz du sub-continent indien, on désigne le Kérala comme le «pays de Dieu» tellement tout semble pouvoir pousser sur cette terre ocre. Les femmes, revenant des champs, défilent souriantes et fières, tandis que les jarres - en équilibre sur leur tête - oscillent selon la cadence de leurs pas. «Pays de Dieu» pour la richesse de son sol, mais aussi en raison des avancées sociales sans commune mesure avec les autres États indiens. Pour s'en convaincre, il suffit de se pencher sur les chiffres concernant l'accès à l'éducation et à la santé. Le taux d'alphabétisation des femmes du Kérala atteint 88% contre à peine 50% dans le reste de l'Inde: chiffres révélateurs dans la mesure où l'éducation donne accès à des connaissances elles-mêmes génératrices de santé et de bien-être. En ouvrant le système éducatif aux jeunes filles, les dirigeants de ce petit Etat indien de 29 millions d'habitants, ont fait un choix déterminant pour son développement. Futures mères de famille, les jeunes Kéralaises transmettront à leurs enfants les connaissances clés en matière pédagogique et sanitaire.

La lutte contre le sous-développement passe nécessairement par le relèvement du statut de la femme. Les anciens Maharadjas des royaumes de Cochin et de Travancore du 19^e siècle - l'actuel Kérala - l'avaient bien compris.

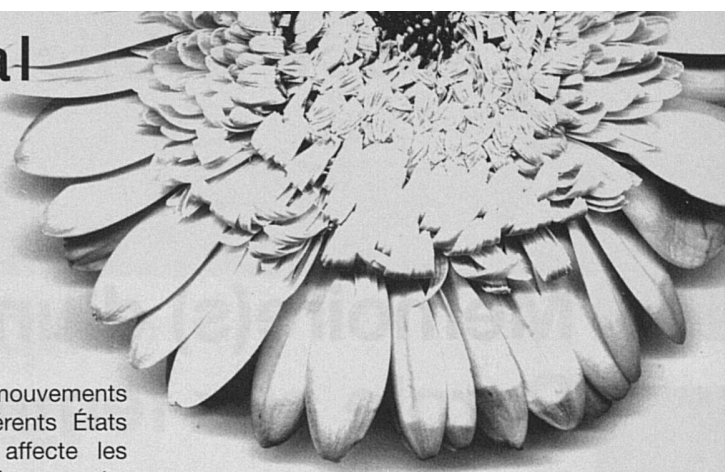


photo: Yasmina Hamlawi

Ils considéraient l'éducation populaire comme un facteur de développement et avaient décidé d'investir dans ce domaine malgré leurs ressources limitées. Des écoles ont été instaurées sur l'ensemble de la région, ouvertes à tous sans discrimination de genre ou de classe sociale. Les missionnaires chrétiens ont également joué un rôle important dans l'accessibilité des écoles. Depuis 1957, c'est un gouvernement à majorité communiste qui poursuit cette politique égalitaire en matière éducationnelle: il a réussi à doubler le nombre d'écoles en une vingtaine d'années et à instaurer un système de santé accessible à tous et à toutes.

L'héritage d'une société matriarcale

150 années d'une gouvernance privilégiant des politiques sociales comme l'éducation et la santé ont permis au Kérala d'afficher des indicateurs socio-économiques proches de ceux de certains pays développés. Ainsi, le taux de fécondité du Kérala, estimé à 1,82 enfant par femme, est inférieur à celui de la France s'élevant à 1,98. La mortalité infantile y est cent fois inférieure à celle d'autres États indiens. Quant à l'espérance de vie, elle s'élève à 70 ans contre 54 ans dans l'État de l'Uttar Pradesh dont les ressources sont plus importantes.



Les femmes et les jeunes filles du Kérala sont les premières bénéficiaires de cette politique sociale. Le statut des Kéralaises est reconnu pour être plus enviable que dans le reste de l'Inde en terme de libertés, de conditions de travail ainsi que d'accès à l'éducation et aux soins. Certes, la Constitution indienne de 1951 reconnaît l'égalité des sexes sur la totalité du pays, cependant, l'absence de réelle volonté politique pour faire évoluer une culture indienne profondément patriarcale ébranle dangereusement ce principe constitutionnel. Pour des raisons socio-culturelles, le Kérala échappe au modèle de discrimination prévalant en Inde. Certaines sectes indoues – les Nairs et les Ezhevas – fort présentes dans le sud de l'Inde, ont développé un système matriarcal: l'importance du rôle des femmes y est reconnue et certains biens familiaux sont transmis de mère en fille. Si la spécificité de ces sectes s'est atténuée au fil des ans, des vestiges subsistent en matière patrimoniale dans certaines communautés.

Egalité en eaux troubles

En Inde, la discrimination à l'encontre des femmes a atteint des proportions dramatiques. L'alarme a été donnée par le dernier recensement de 2001 par lequel on a constaté que la proportion de femmes était bien inférieure à celle des hommes: il manque 35 millions de femmes en Inde. Le poids financier de la dot fait craindre aux familles les plus démunies la naissance d'une fille. Les conséquences sont parfois violentes, pouvant aller de l'avortement discriminatoire jusqu'à l'infanticide. Du fait de sa politique et de sa culture, le Kérala semble moins concerné, le ratio homme/femme y restant relativement équilibré. Pourtant, Maria Louis, avocate et militante des droits des femmes à Kalpetta, évoque l'augmentation des cas d'infanticides au Kerala jusqu'ici épargné. Elle explique ce phénomène comme une

conséquence directe des mouvements migratoires entre les différents États indiens. Cette migration affecte les mœurs du Kérala sur certains aspects. Alors que traditionnellement le Kérala ne reconnaissait pas la dot, elle est désormais pratiquée couramment, malgré son interdiction depuis 1954. Même si les spécificités culturelles de cet État ont évité des dérives terribles, il serait trop réducteur de prétendre qu'au «Pays de Dieu» les femmes ont obtenu un statut égal à celui des hommes. Au sein de la communauté musulmane – à peu près 20 % de la population au Kérala – le statut des femmes est particulièrement dur. On estime qu'il n'a pas ou peu évolué depuis l'indépendance de 1947, le gouvernement ayant cédé ce champ aux leaders religieux de la communauté. Les femmes musulmanes, pour beaucoup, ont donc été mises à l'écart des avancées sociales et de l'éducation par des unions précoces. Autre catégorie fragilisée: les femmes rurales. Alors que 75% d'entre elles soutiennent financièrement leur foyer, elles sont confrontées à la violence conjugale et à l'alcoolisme de leur époux.

Réduire la pauvreté par l'instruction

Les pourfendeurs du modèle kéralais critiquent la situation économique de cet État rural qui privilégie des politiques sociales interventionnistes au détriment d'une ouverture au libéralisme. Pourtant, l'originalité du Kérala a été saluée par le prix Nobel d'économie Amartya Sen. Sa performance tient au fait que son gouvernement ait désigné les orientations sociales comme prioritaires, malgré des ressources limitées qui placent le Kérala comme l'État le plus pauvre du sud de l'Inde en ce qui concerne le revenu par habitant. Paradoxalement, seulement 17 % des Kéralais vivent sous le seuil de pauvreté contre 32 % dans l'État voisin du Tamil Nadu¹.

Comme en écho à ces critiques, un phénomène nouveau de conscientisation commence à se répandre depuis ces quinze dernières années: de nombreuses initiatives émergent pour pallier des perspectives économiques limitées. Sree Kumari, directrice d'un centre d'accueil pour jeunes filles à Trivandrum, capitale du Kérala, explique que les femmes prennent conscience du fait qu'elles disposent des outils nécessaires pour s'émanciper et sortir de situations de paupérisation et d'assistance. Du micro-crédit à la création commune d'entreprise, les Kéralaises poussent les mentalités à évoluer et se construisent progressivement un rôle nouveau au sein de la société.

En février dernier, un Haut Représentant des Nations-unies, Thandika Mkandawire, Directeur de l'Institut de recherche des Nations-Unies pour le développement social, s'est rendu en Inde où il fut frappé par l'écart entre la croissance économique galopante du modèle indien et l'absence d'impact sur les populations socialement défavorisées. Il estimait que «les politiques sociales doivent accompagner la croissance et ne peuvent être pensées après avoir atteint un certain niveau de croissance au risque d'être inefficaces.»² Le Kérala a proposé un modèle inverse. Il a fait le choix de limiter les incidences de la pauvreté en permettant à sa population d'accéder à des services. En favorisant la scolarisation des femmes, les avancées sociales sont devenues effectives et les bases de la société solidifiées. Le défi consiste maintenant à faire de l'éducation et de la santé des déterminants puissants du développement.

(1) chiffres tirés de *Human development puzzle in Kerala*, G.K. Lieten, Journal of Contemporary India, 2002.

